

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n 114 nov.83 4ff./30fb./2fs./0,7cts.can.

CRISE ET GUERRE

LA BOURGEOISIE ABAT SES CARTES, AU PROLETARIAT DE REPENDRE!

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir dans les derniers événements mondiaux les marques d'un net approfondissement des tensions militaires. Sur fond de catastrophe économique mondiale, les grandes puissances s'agitent et s'installent de plus en plus dans une fièvre militariste. Petit à petit, mais sûrement, la colossale machine de guerre accélère sa course, plus omniprésente, plus écrasante. C'est une situation typique d'engrenage où chaque action des puissances mondiales a pour résultat d'aiguiser les tensions et nécessite une réponse à un niveau supérieur.

Ici, loin de toute pleurnicherie et lamentation pacifiste, il faut être clair : la faillite du capitalisme mondial à l'Est et à l'Ouest est de plus en plus manifeste, les coups portés à la condition ouvrière sont de plus en plus forts et répétés. Seule la lutte de la classe ouvrière dans les pays développés peut enrayer ce processus. REFUSER LES CONSEQUENCES DE LA CRISE ECONOMIQUE, C'EST S'OPPOSER A LA GUERRE ; S'OPPOSER A LA PERSPECTIVE DE GUERRE, C'EST REFUSER LES CONSEQUENCES DE LA CRISE.

pendant des mois, "la guerre au nom de la paix"

Pour répondre à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, à la chute de la forteresse militaire qu'était l'Iran pour le bloc occidental, pour déployer les bases de sa propre offensive militaire, le bloc occidental a réussi à accélérer son intervention militaire au Moyen-Orient au nom de la "paix" :

"Paix en Galilée", intervention d'Israël au Liban. "Paix au Liban", intervention des armées occidentales au Liban.

aujourd'hui, un message de guerre

Après avoir réussi à faire accepter et à habituer à une intervention des troupes occidentales, c'est à une seconde phase de cette offensive que l'on convie les populations d'Europe, des USA, du Japon : Reagan, Mitterrand ou Thatcher ne parlent plus de "paix", mais de guerre, l'ennemi est désigné : l'URSS. Il ne s'agit plus de "s'interposer" pour défendre la "paix", mais d'intervenir militairement et massivement pour défendre les intérêts économiques et stratégiques du bloc occidental. C'est l'adhésion à une telle perspective que demandent les messages de guerre qui viennent des instances dirigeantes de Washington, Paris et Londres.

Pendant ce temps, les mobilisations pacifistes en Europe couvrent et chapeautent toute opposition au militarisme et à la guerre, dans des guignoleries nationalistes qui ne s'opposent en aucune façon à la réalité guerrière.

un premier bilan

Nous pouvons ici dresser un premier bilan. Il faut constater que la réponse de la classe ouvrière des pays développés à la crise économique qui contraint les puissances impérialistes de l'Est ou de l'Ouest à fourbir leurs armes et à aiguiser la machine guerrière, a été largement insuffisante pour empêcher cette escalade militaire.

Mais cette constatation ne doit pas amener à baisser les bras et nous convier à assister impuissants au déroulement du scénario d'une nouvelle catastrophe mondiale, d'un nouveau cran dans cet engrenage. Au contraire.

Si la lutte de la classe ouvrière s'est avérée trop faible pour arrêter les avancées guerrières, l'état de la classe ouvrière, sa combativité, son expérience, sa non-adhésion massive aux thèmes bellicistes et va-t-en-guerre, rendent aujourd'hui impossible une implication directe et massive de celle-ci dans un conflit direct.

S'il a été relativement aisé à la bourgeoisie américaine et européenne de justifier son intervention au Moyen-Orient, elle rencontre plus de mal à passer à une étape supérieure, qui impliquerait plus directement les populations américaines et européennes dans la guerre.

Jusqu'à aujourd'hui, à côté de l'arsenal d'armes déployé au Moyen-Orient et sur les côtes du Liban, ce ne sont encore que des troupes de militaires de carrière ou d'appelés volontaires qui sont engagés dans ce qui est plus un face à face qu'un combat véritable. Ce n'est un secret pour personne que l'expédition de "marines" au Liban est largement impopulaire aux USA. Le sursaut de la population en Israël contre l'intervention au Liban est aussi un signe indéniable de cette difficulté à contenir des centaines de soldats dans un borbier guerrier où ils se font tuer comme des mouches, alors que l'effort militaire accentué de manière extrêmement grave la crise économique.

Ce problème n'est d'ailleurs pas le seul fait du bloc occidental, l'URSS rencontre les mêmes problèmes en Afghanistan et déploie des efforts incroyables ne serait-ce que pour empêcher la décomposition dans les rangs des soldats.

Toute "l'aventure moyen-orientale" s'est déroulée dans une période de calme social qui l'a permise et rendue possible. Mais alors qu'une seconde phase d'engagement militaire s'avère nécessaire pour réaliser son offensive, le bloc occidental se retrouve à faire

face à un nouveau souffle de la lutte de classe qui gagne tous les pays développés.

En balance avec les 250 morts de Beyrouth, le débarquement dans la petite île de la Grenade, les missiles nucléaires installés par centaines d'un côté comme de l'autre du rideau de fer, les millions de marcheurs pour la paix à Rome, Bonn ou Londres, en balance avec les déclarations bellicistes de Washington et Moscou, les luttes ouvrières qui ont eu lieu ces derniers mois en Belgique, en RFA.

(SUITE PAGE 2)

MOYEN-ORIENT L'ENGRENAGE DE LA GUERRE

Au-delà de l'"intox" bourgeoise qui bat aujourd'hui un plein exceptionnel, il est indéniable que nous vivons une phase marquante du pas qualitatif franchi par les tensions inter-impérialistes avec l'entrée dans les années '80 les derniers rebondissements de l'actualité de l'impérialisme universel : le double commando-massacre contre la force multinationale à Beyrouth; l'investissement de l'île de la Grenade par les "marines"; la propagande antirussse elle-même du bloc occidental et son contre-feu soviétique, sans oublier non plus l'arrière plan de l'installation des "Pershing" en Europe-tous ces rebondissements, pour si spectaculaires qu'ils soient sont en définitive moins importants que le contexte qui les englobe et les explique.

Par contre, ils mettent en relief la réalité et la prééminence de ce contexte.

intox tous azimuts

Il convient tout d'abord de dénoncer les procédés de l'"intox" bourgeois. Le plus grossier d'entre eux revient à placer l'opération militaire américaine à la Grenade sur le même plan de réalité -et en quelque sorte dans un rapport de consécuitivité auto-

(SUITE PAGE 6)

SOMMAIRE :

FRANCE :
les leçons des grèves dans le tri postal.....p.2
Les gauchistes et les syndicats..p.2
La gauche et les syndicats face au chômage depuis 15 ans.....p.3

CRISE MONDIALE :
L'accélération de la crise.....p.4
Israël : image de la faillite....p.4
Pays de l'Est : un même monde, une même crise.....p.5

PACIFISME : impuissance et nationalisme.....p.6

CRISE DES ORGANISATIONS
REVOLUTIONNAIRES :
Le délire nationaliste du PCI....p.7

FAILLITE DE L'ECONOMIE

OUVRIERS NE COMPTÉZ QUE SUR VOUS-MEMES !

lire p. 4, 5 et 8

CRISE ET GUERRE, LA BOURGEOISIE ABAT SES CARTES

(SUITE DE LA PAGE 1)

aux USA et en France pèsent, semblent-il, de peu de poids.

Et pourtant, dans cette lutte des classes que la presse traite presque en fait divers, quand elle ne la passe pas carrément sous silence, alors que par ailleurs, fascinée, elle se répand en publicité pour le militarisme, cette opposition entre les classes s'approfondit.

Les coupes sombres dans les secteurs publics et les plans de licenciements ont secoué plus d'un secteur dans plus d'un pays, et le silence social des mois précédents a été rapidement rompu. Rompu en Belgique par un mouvement massif et spontané dans le secteur public, rompu en Allemagne par les mouvements des ouvriers dans les chantiers navals, rompu aux USA dans de nombreux secteurs et en particulier celui du téléphone, rompu enfin en France par les grèves dans les tris postaux.

Ce nouveau souffle qui contient les possibilités d'un dépassement des faiblesses qui ont marqué les mouvements précédents (remise en question du cadre syndical, conscience que la situation économique, sacrifices ou pas, est insoluble) n'est pas seulement un frein à la guerre, mais contient la possibilité de pouvoir imposer une autre alternative que la guerre mondiale face à la catastrophe économique.

des échecs immédiats

Dans aucun cas, les mesures extrêmement dures de coupe franche dans les salaires (un mois de salaire dans les services publics en Belgique), d'annulation de primes, de licenciements, d'augmentation du temps de travail, etc... n'ont été annulées.

Mais l'échec, le vrai, celui qui est au fond des choses, qui est vraiment important car il conditionne l'avenir, c'est celui de la bourgeoisie. C'est l'échec de sa capacité à contenir le "calme social", à maintenir le silence sous les coups de triques de la situation de catastrophe économique, qui la contraignent par ailleurs à porter son offensive à un degré supérieur. Cet échec est d'autant plus grave pour elle et son ordre qu'il est conditionné par un autre échec aussi fondamental, l'échec de toute politique économique pour contenir la faillite économique. Les politiques dites "d'austérité" ou de "rigueur", "l'économie monétariste" qui, moyennant quelques sacrifices, devaient permettre de remonter la pente, se révèlent totalement inefficaces à enrayer le processus de décomposition de l'économie mondiale.

Cet échec économique est important et grave de conséquences car il contient une situation à venir qui, en plaçant le couteau sous la gorge à des millions de salariés ou de chômeurs con-

traindra des masses de plus en plus importantes à réagir et à engager des actions résolues au cœur même de la vieille Europe.

un état de fait chronique

Même si, par sa nature même, la lutte de la classe ouvrière est sporadique, capable d'envahir en quelques jours toute l'actualité et de disparaître en laissant un grand vide, elle devient un état de fait chronique. Un état de fait chronique et généralisé à tous les secteurs, privés ou publics, à toutes les nations, industrialisées ou pas.

Ce n'est pas tant la réponse ponctuelle de telle ou telle grève aux plans économiques qui représente en elle-même un avenir, mais la généralisation de ces luttes dans les pays industrialisés.

Ce n'est pas la première fois que l'on assiste à un tel battage militaire. Bien qu'il soit aujourd'hui particulièrement fort, lors de l'invasion de l'Afghanistan, les mises en garde, l'appel à la mobilisation, l'appel à se préparer à des sacrifices immenses avaient aussi résonné particulièrement fort dans le monde.

Pourtant, quelques mois après, l'explosion de la lutte de classe en Pologne allait repousser tout aussi violemment que l'invasion de l'Afghanistan

l'avait précipité, les préparatifs guerriers et la tension internationale.

Toute la bourgeoisie mondiale oubliait ou repoussait à plus tard ses conflits d'intérêts. Chaque fraction apportait sa contribution pour éteindre l'incendie social qui menaçait. Les banquiers occidentaux prêtaient de l'argent à la Pologne, pourtant dans le camp ennemi. Les syndicats faisaient profiter leurs homologues polonais de leurs expériences pour éteindre les incendies, leur expliquant leurs structures pour encadrer les ouvriers. Les curés priaient et prêchaient la réconciliation nationale. La guerre était pour un temps repoussée, la lutte de classe prenait la place.

Ce n'est qu'après avoir réussi à isoler et à étouffer les luttes en Pologne que les forces bourgeoises ont pu reprendre leurs préparatifs militaires de plus belle, jusqu'à en arriver à la situation actuelle.

Si la lutte de classe a pu être mise au second plan après la Pologne, c'est essentiellement parce que les ouvriers d'Europe de l'Ouest n'ont pas développé le combat engagé. Aujourd'hui, leur silence touche à sa fin. Les conditions objectives de la crise les poussent à rompre le silence, à refuser la logique de la crise.

M. Prénat

TRIS POSTAUX

LES SYNDICATS CONTRE LA REPRISE DES LUTTES : UN EXEMPLE.

■ "Je ne sais pas pourquoi aujourd'hui, il y a encore des grèves dans les centres de tri postaux" avouait L. Mexandeau, ministre des PTT (Le Monde du 13/10). "Lorsque je rencontre les organisations syndicales au niveau national, elles sont d'accord avec la réforme".

Réforme qui se traduit par la perte de la compensation en congés ou en salaire (plus d'un mois par an) du travail du dimanche et des jours fériés. C'est la dureté des mesures présentées comme une "réduction" du temps de travail hebdomadaire mises en place le 1er octobre qui explique pour partie la durée et la forte combativité de cette lutte.

Ouvrètement d'accord avec la réforme présentée par un gouvernement qu'ils soutiennent, les syndicats furent embarrassés pour contribuer à l'imposer aux travailleurs. Avec un gouvernement de droite, ils auraient fait mine de s'opposer au "gouvernement anti-ouvrier", au plan "Daucet" attaquant les travailleurs; ils auraient promis une riposte énergique dont ils auraient pris l'initiative afin d'enfermer la colère ouvrière dans l'impasse du "service public": les travailleurs des Postes ont encore en mémoire l'échec cuisant des deux mois de grève en 1974.

Cette fois, dès le mois d'avril, date de connaissance avouée par les syndicats du plan "Daucet" d'augmentation du temps de travail, ces derniers accomplirent le travail préventif suivant:

- désinformation systématique sur les mesures présentées comme une réduction des horaires et non comme une application particulière de l'austérité imposée à l'ensemble de la classe ouvrière;

- division du travail entre tous les syndicats (CGT, CFDT et FO) dans la propagation d'un épais brouillard, chacun apportant ses informations contradictoires; la teneur exacte et les implications des mesures n'ont été connues que le jour de leur application;
- débrayages d'une heure dans certains centres, service par service, appelés par la CGT dès le début de septembre sur des revendications particulières.

Tout fut mis en œuvre pour désorienter et déboussole les travailleurs. Néanmoins, à la mi-septembre, le "brouillard" émis par les syndicats ne suffit plus à contenir la grève. C'est là que l'opposition syndicale à la

lutte fut la plus claire:

- refus d'appeler à l'extension comme ils l'avaient fait en 1974;
- refus de donner des informations sur les autres centres et désinformation systématique: le 21/9, "la CFDT parlait d'une tendance à la reprise" ("Libération" et "Le Monde");
- pas d'appel à faire le traditionnel "tour du ministère" en manifestation;
- appel à des négociations centre par centre, "décentralisées" afin de détourner la colère exprimée contre le gouvernement vers "les responsables régionaux revenus sur les accords passés avec le personnel" ("Libération" du 7/10);
- sabotage, refus et dénonciation des assemblées générales, là où elles tendaient à se poser la question du vote de la "grève avec extension par l'AG": "(...) Ces AG ne sont que le prétexte à des gauchistes et réformistes de tous poils pour avancer leurs mots d'ordre démobilisateurs... Ces AG se traduisent par une irruption dans les brigades en début de vacation d'une cohorte de grévistes professionnels. La CGT se refuse dorénavant à cautionner de telles assemblées" (tract CGT distribué durant la grève);
- et pour parachever le travail, là où les appareils syndicaux ne suffisent plus, l'intervention des délégués syndicaux de base au langage radical, souvent gauchistes (LCR, LO, UTCL) réunis dans une coordination CFDT; leurs appels à la grève "dure", à l'occupation des locaux, au blocage des camions et des trains isolèrent encore plus les centres les plus combattifs des autres, et dans ces centres, les ouvriers les plus décidés du reste des grévistes et souvent des non-grévistes.

Malgré l'existence d'assemblées générales, les ouvriers n'ont pas réussi à débordner les syndicats pour réellement étendre la grève et la coordonner entre les différents centres; ils sont tombés ainsi dans l'isolement et le corporatisme en s'épuisant par des débrayages service par service sans perspective.

En bons spécialistes des "questions sociales", le PS et le PCF au gouvernement ont établi de nouvelles réglementations sur le droit de grève. Présentées par la CGT, la CFDT et FO comme des acquis, des "avancées positives", les "droits nouveaux" permettant de débrayer une heure ou deux, les "Heures d'Information Mensuelles" des syndicats se sont révélées être de puis-

sants moyens pour contre-carrer les luttes. Ils privilégient les grèves par service, à des heures différentes pour "bloquer le courrier efficace", sur les problèmes spécifiques de ces services, et visent à limiter, sinon à empêcher la tenue d'assemblées générales entre les services et les ateliers, puisqu'elles sont immédiatement retenues comme une heure de grève supplémentaire.

Le blocage des camions, des trains, du courrier, bref, les actions "commando" ou "coup de poing" qu'affectionnent la CGT et les gauchistes détournent l'attention des ouvriers des problèmes d'extension que rencontrent les grèves; elles éparpillent les travailleurs sur leur position de travail, chacun devant son camion, pour être "efficace" dans le blocage du courrier. Elles ne permettent pas de se réunir, de discuter, de décider ensemble des perspectives de la lutte;

elles renforcent les illusions des grévistes sur des solutions locales aux problèmes de LEUR propre service ou atelier.

La classe ouvrière se doit, si elle veut faire face à l'attaque qu'elle subit, de surmonter les embûches que lui opposent les syndicats. Pour cela, l'auto-organisation par les assemblées générales ne suffit pas si elle ne s'accompagne pas d'une réelle extension et d'une coordination assumées par l'ensemble des travailleurs entre les secteurs en lutte, au delà de toute spécificité, de tout corporatisme... Rappelons pour mémoire que ce n'est pas en 1974, que la compensation du dimanche supprimée aujourd'hui fut obtenue mais en 1968, lorsque les ouvriers des Postes se battaient avec le reste de leur classe comme ouvrier et non pas comme "postier".

R.L.

TROTSKYSTES

LES SYNDICATS PEUVENT COMPTER SUR L.O.

■ Alors que le barrage syndical commence dangereusement à se fissurer, "Lutte Ouvrière" à propos de la récente grève en Belgique (voir RI n°113) dans son numéro du 8.10.83 nous explique que: "Ces dirigeants (syndicaux) qui parlent au nom de la classe ouvrière et qui se conduisent en lâches et en traîtres, ne peuvent que rejeter les travailleurs écoeurés dans les bras de la droite. Parmi ceux qui pleurent de rage aujourd'hui, qui traitent leurs dirigeants de déçus et de vendus, qui leur crient 'on vous fera la peau', combien se tourneront demain vers les bandes d'extrême droite..."

Faisant fi des tentatives de lutte autonome de la classe ouvrière, LO dans le concert trotskyste parachève sa sale besogne en affirmant qu'en dehors des syndicats, la classe ouvrière ne peut que se faire happer par des bandes d'extrême-droite. Il infeste dans les rangs ouvriers une propagande bourgeoise qui ne vise qu'à terroriser et paralyser la classe ouvrière, la ramener dans les bras de la gauche, lui offrir comme perspective que fascisme ou démocratie, et enfin, entretenir l'ultime illusion, que si avec la gauche, c'est loin d'être parfait, c'est quand même moins pire qu'avec la droite.

Les récentes grèves dans les tris pos-

taux, les hôpitaux et la SNCF ont montré que les travailleurs, malgré des hésitations, des tâtonnements et des incertitudes retrouvent le chemin de la lutte autonome. Rares n'ont pas été les occasions où les syndicats ont été hués et conspués dans les assemblées générales, où la combativité toujours renaissante a contraint la base syndicale à rompre avec sa confédération pour maintenir un tant soit peu de crédit aux yeux des travailleurs, où la proposition de formation de comités de grève ou de coordination n'ait été avancée. Mais la bourgeoisie peut compter sur l'appui inconditionnel des gauchistes pour ramener les éléments les plus combattifs dans le giron syndical, pour saboter les luttes dans des actions radicales et jusqu'aboutistes sans fondement, pour fourvoyer et diviser la classe ouvrière, pour l'empêcher de trouver le chemin de son émancipation: auto-organisation et extension des luttes en dehors des syndicats.

LO contribue aux côtés des forces de gauche de la bourgeoisie à saper la confiance de la classe en ses propres forces, pour l'empêcher de comprendre que la force est en elle et qu'elle est la force.

S.K.

LA GAUCHE ET LES SYNDICATS FONT PASSER LES LICENCIEMENTS

En 1972, le Programme Commun de gouvernement du PS et du PC promettait : "Le gouvernement considérera comme son objectif primordial la résorption du chômage... Cet objectif sera atteint grâce à la nouvelle politique de restructuration et de développement de l'économie... à l'augmentation des salaires" (1).

En 1980, le PC ayant abandonné ce programme pourtant déjà audacieux, faisait miroiter quant à lui : "500 000 emplois supplémentaires par an (sic !), 4,5% de croissance, l'arrêt de l'inflation (sic !)" (2).

En 1983, le cap des 2 millions de chômeurs est depuis longtemps atteint. Il oscille entre 2,2 et 2,4 millions selon les sources officielles, malgré le trucage des chiffres et les mesures contre les immigrés (fermeture des frontières, expulsions) : soit près de 10% de la population active. Les 500 000 emplois supplémentaires par an promis sont devenus 200 000 chômeurs supplémentaires cette année; près de 500 000 pour fin 1984. C'est le PC qui a la charge de l'officine ministérielle du chômage et c'est le PS qui mène le gouvernement.

En deux semaines depuis octobre 83, 15 000 suppressions d'emplois ont été annoncées.

La gauche défend les intérêts du capital comme elle les a toujours défendus depuis plus de 50 ans, en particulier depuis l'ouverture de la crise à la fin des années 60.

les discours de la gauche depuis 68

■ En 1968, commence une poussée du chômage avec le début de la crise. Le chômage n'a pas cessé depuis de se développer, avec des accélérations plus marquées, comme en 1975, et aussi vers la fin des années 70, lorsque les relances artificielles n'ont désormais plus d'effet. Les chiffres parlent d'eux-mêmes (voir graphique) et bientôt, ce seront des dizaines de milliers d'ouvriers de l'automobile, de l'électronique, de la sidérurgie et d'autres qui viendront grossir les rangs des chômeurs ouvriers (3).

La gauche qui prétend représenter les intérêts des travailleurs voudrait faire croire que le capitalisme peut être réformé ou qu'il y a des "solutions" ou tout au moins des "acquis" à conquérir dans le capitalisme.

En 1968, la gauche affirme que le chômage naissant est attribuable au régime de De Gaulle, qu'il s'agit de réformer les structures de l'Etat (Mitterrand dixit) et qu'un gouvernement d'union populaire serait la solution. L'explication s'affine ensuite et le PC dit en 1971 : "Le chômage s'amplifie, frappant particulièrement les jeunes... Qui engendre en fin de compte de tels fléaux ? C'est le régime des monopoles..." (4). Pour le PC, c'est la droite, l'UDR qui est le fauteur du chômage parce qu'elle cherche "à sauvegarder le régime des monopoles... Il faut donc mettre un terme à cette domination". Il suffit donc de lutter pour un gouvernement de gauche. Dans son emphase et sa démagogie, le PC ne craint pas de dire : "Rien n'est plus étranger à l'esprit d'une politique réellement populaire que l'idée selon laquelle l'austérité devrait être l'aboutissement de la transformation de la société..." (id.). Bref, les lendemains chanteront : "Tout licenciement non accompagné de reclassement préalable... sera interdit."

En 1972, le Programme Commun reprend ces brillantes promesses. Il y est reconnu - par force - que "le système capitaliste mondial est tout entier en proie à une crise aussi profonde que durable..." C'est pour proposer aussitôt comme remède "au nom des travailleurs" des mesures de capitalisme d'Etat telles que peuvent en connaître l'URSS et autres pays soi-disant "socialistes", qui "remportent dans tous les domaines de la vie sociale, économique, culturelle et politique des succès incontestables, et résolvent progressivement les problèmes que pose la construction d'une société où l'homme a cessé d'être exploité". (5).

Au moment de la récession en 1975, le PC et le PS expliquent que la reprise peut se faire dans le cadre national en "relançant la consommation populaire", donc en augmentant les salaires. L'explication de ces experts est simple : nous sommes face à une tendance "égoïste" des monopoles à suraccumuler, à remplacer les ouvriers par des machines pour augmenter la

productivité et faire monter les prix. Il suffit donc, selon ce discours qu'un gouvernement non "égoïste" mette un peu de moralité dans ce gâchis des monopoles et relance la machine économique en relançant la consommation. Du profit dans le capitalisme, on ne souffle mot !

En 1976, lors du 22ème Congrès du PC, celui-ci prône : nationalisations et relance par la consommation (6). Au fil des années, même après la rupture du Programme Commun en 1978, l'explication de la crise et du chômage reste toujours la même, même si elle s'aggrave de slogans "durs" tels que "faire payer les riches"...

Tout ce fatras n'est qu'un pur discours fabriqué, un collage de demi-vérités pour faire passer le message : faites confiance à la gauche, votez ; ce qui permet de maintenir la classe ouvrière dans le giron des lois capitalistes. Or, par ses propres lois, le capitalisme ne peut pas vendre toute sa production aux ouvriers ; il tend au contraire à réduire constamment la consommation ouvrière. Les masses jetées par millions dans la misère dévoilent l'absurdité des mécanismes de l'exploitation : surproduction d'une part, chômage d'autre part qui expriment la crise définitive du capitalisme.

Cette crise, la gauche l'a niée lorsqu'elle était dans l'opposition. Il s'agissait pour elle de cacher à la classe ouvrière cette réalité porteuse d'une combativité et d'une prise de conscience menaçantes pour l'ordre capitaliste. Car, dans la période actuelle, "la crise ne constitue pas un obstacle sur le chemin de la révolution, mais au contraire, elle en est une condition indispensable" (7).

Avec leur responsabilité gouvernementale actuelle, la gauche et ses syndicats sont contraints d'invoquer la "crise mondiale" pour feindre d'appliquer "à contrecoeur" la plus féroce attaque contre le niveau de vie des ouvriers depuis la seconde guerre mondiale.

En effet, leur fonction "naturelle" est de saboter "de bon cœur" la lutte de classe, en feignant une opposition au capitalisme dont ils ne sont que le



défenseur le plus acharné en milieu ouvrier. Nous suivrons leurs conseils : "Comment apprécier d'une politique et d'un parti ; comment les juger, comment choisir autrement que sur les actes ?" (8). Les actes aujourd'hui parlent d'eux-mêmes pour faire éclater la déma-

gogie et le mensonge. Mais pour qu'il ne reste aucun doute, au-delà de ces discours "théoriques", nous pouvons voir également quels ont été les véritables actes de la gauche et des syndicats sur le terrain propre des luttes ouvrières.

le sabotage constant des luttes par la gauche et les syndicats

Les promesses qu'ont avancé les partis de gauche n'étaient évidemment que des mensonges. Après le surgissement massif de la grève de près de 10 millions d'ouvriers en mai 1968, ces mensonges ont poussé les ouvriers dans les isolements électoraux.

Contre les réactions spontanées de la classe ouvrière à la crise ouverte dès 1967, la bourgeoisie a réussi à juguler toutes les grèves d'usines et d'entreprises isolées qui tour à tour étaient touchées par des licenciements. Le bilan des "luttes contre les licenciements" au cours de ces années est éloquent :

- à Lip, l'occupation et la "reprise" de l'usine par les ouvriers, sous la houlette de la CFDT, fit la une des "littes sociales" en 1973 et après, "l'autogestion" a montré son vrai visage : la majorité des ouvriers a été depuis longtemps auto-remerciée par cette même CFDT après avoir accepté des auto-limitations de salaires. - en 1975, la CGT se chargea de "l'occupation" de l'imprimerie du journal "Le Parisien Libéré" et mena "l'action" : concerts de klaxon, kermesses, rallyes, et autres mascarades souvent télévisées. L'imprimerie a été liquidée (pas la feuille à scandale en question d'ailleurs).

- en 1977, la CGT en action transportait des chômeurs à la plage et la "Vie Ouvrière" paraissait : "Pour 24 heures, tout est oublié". Aujourd'hui, la gauche serait plutôt tentée d'envoyer les chômeurs au soleil du Tchad ou du Liban !

Dans beaucoup d'autres usines et entreprises - Terrin, constructions navales ; Manufrance, mécanique ; Teppaz, électricité et radio - pour ne citer que ces exemples, un scénario analogue se produisit.

Lorsqu'en 1979 surgirent les combats spontanés d'ouvriers par delà les limites d'une seule usine, les syndicats redoublèrent d'énergie pour contenir la lutte dans le cadre "régional" puis dans celui de la branche d'industrie, comme la "sidérurgie française".

Les opérations "ville morte", les actions des "Unions locales" des syndicats, "souples" - ouverture aux non syndiqués - et "radicales" - action de commando contre le "charbon allemand" - servirent à contenir la classe ouvrière au niveau local. Les syndicats, CGT en tête, firent le coup de poing, coude à coude avec la police contre les ouvriers, lors de la marche des sidérurgistes sur Paris le 23 mars 1979 (9). Le mouvement de lutte contre les licenciements en Lorraine, dans le Nord, et dans beaucoup d'autres secteurs (Saint Chamond, Caen, Sochaux, etc...) échouait ainsi à s'étendre. Les ouvriers sidérurgistes licenciés se voyaient "offrir" 50 000 francs et les immigrés étaient invités à dégager pour 10 000

francs. Depuis quatre ans, ces aumônes sont depuis longtemps épuisées et une nouvelle charrette se prépare.

En quatre ans, le chômage a doublé et les licenciements vont redoubler en 1984 sous la responsabilité directe de la gauche et des syndicats.

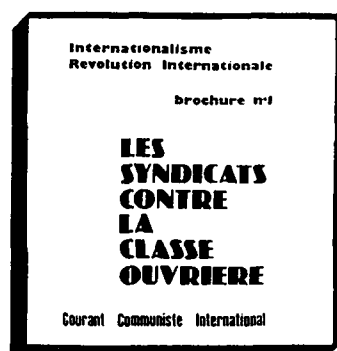
Après les quelques mois où la gauche pouvait encore prétendre incriminer quelques "patrons", invoquer "l'héritage de la droite" pour faire passer les mesures anti-ouvrières ; aujourd'hui le chômage massif commence à s'abattre sur les plus grandes concentrations industrielles (automobile, électronique, etc...), y inclut les groupes nationalisés comme Renault-Flins où la grève de 1978 fut une de celles qui marqua la reprise de la lutte à cette époque. Le voile mensonger des Programmes Commun et autre "plan de lutte" du PS et du PC ne résiste pas à la "rigueur". Il n'y a pas de remède au chômage dans le capitalisme, que ce soit la droite ou la gauche qui mène directement les affaires de l'Etat. Le chômage est inévitable avec la crise tout comme est inévitable l'accélération des cadences et l'aggravation des conditions de travail pour les non-chômeurs. Le caractère de plus en plus massif du chômage et la simultanéité de l'attaque capitaliste dans tous les secteurs de la classe ouvrière, va fournir le terrain de la rupture avec l'atomisation et l'isolement des ouvriers, vers l'action collective, l'auto-organisation et la généralisation des luttes ouvrières.

Face à la vague de lutte qui se prépare, la bourgeoisie va réactiver des forces "d'opposition" pour tenter sur le terrain de détourner le combat de la classe ouvrière.

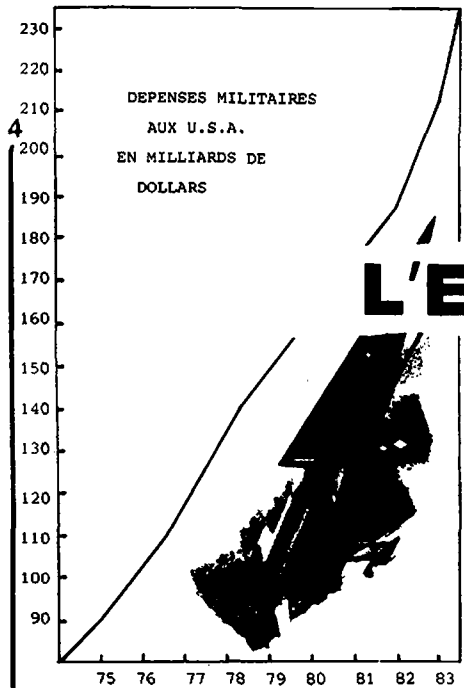
La classe ouvrière doit se souvenir de ce que sont toutes ces manœuvres "d'opposition" dont le véritable objectif est de faire accepter le chômage massif qu'exige la crise générale du capitalisme.

AB et MG

LISEZ NOTRE BROCHURE



- (1) Programme Commun de gouvernement du PC et du PS.
- (2) Programme électoral du PC pompeusement baptisé "Plan de Lutte".
- (3) Voir RI n°103, 108, 109 et 112.
- (4) Programme pour un gouvernement d'union populaire (1971).
- (5) Voir article "Crise à l'Est" p.5.
- (6) On peut se reporter à l'ouvrage édifiant : "Le socialisme pour la France" (1976).
- (7) RI n°7 "Salut à la crise".
- (8) Voir : "Le socialisme pour la France".
- (9) Longwy, Denain... Revue Internationale n°17, RI n°60 "Après la marche sabotée, quelles perspectives", RI n°61 "La perspective du capitalisme, le chômage massif".



■ "En 1984, la conjoncture économique mondiale sera meilleure qu'elle ne l'a jamais été depuis 15 ans" déclarent les principaux "experts" français ("Le Point" du 31/10 au 6/11).

Quelle reprise ?

Ces larbins du capital espèrent-ils sauver la situation par le seul climat psychologique de leurs discours ? Le plus stupide de ces spécialistes ne peut pourtant ignorer que les manifestations les plus élémentaires d'une relance économique sont la relance de la production et surtout la reprise des investissements.

Depuis le début des années 80, la chute de la production bien loin d'être enrayée affecte dorénavant le cœur du capitalisme, touchant à la fois aux principaux Etats industrialisés et tous les principaux secteurs industriels jusqu'à ceux utilisant des techniques de pointe.

Aux Etats-Unis, l'appareil productif ne fonctionnait en mars 83 qu'à 69% de ses capacités pour les industries manufacturières et qu'à 67% pour les industries de base, chutant ainsi de 15% en 5 ans. Ceci a entraîné partout des plans concertés de "restructuration" pour freiner la menace de récession brutale et une réduction massive des effectifs. Le nombre de chômeurs dans

l'OCDE devrait s'élever à 37 millions (contre 32, il y a seulement un an), dépassant le seuil des 10% de la population active dans la plupart des pays d'Europe.

La chute des investissements productifs s'accroît. En France, les investissements industriels devraient baisser de 3% en 83, selon l'INSEE : - 7% dans l'automobile (un des secteurs les plus compétitifs du pays), - 5% pour les biens de consommation. Quant aux investissements des entreprises américaines, on s'attend à une baisse de plus de 3% en 83, alors qu'ils avaient déjà chuté spectaculairement en 82.

Que représente alors la fameuse "reprise américaine" sur laquelle sont fondées les fables de la reprise de nos économistes patentés ?

C'est la toile de fond de la situation économique américaine qui peut le mieux l'éclairer. Qu'elle est-elle ?

1) Le déficit budgétaire des USA atteint aujourd'hui 200 milliards de dollars (plus que la dette globale du reste du monde !). Ce déficit a doublé en l'espace de 2 ans. La première relance qui saute aux yeux est celle... de l'endettement.

Face à cela, rien d'étonnant à ce que le volume des prêts dans le monde (dont la majeure partie est assurée par les USA ou sous leur contrôle) ait diminué de moitié en 82, phénomène accentué en 83. Les aides économiques se tarissent (voir ci-dessous les effets sur l'économie israélienne). Le FMI se déclare pour la première fois en état de cessation de paiement. Le stade est atteint où ce ne sont plus les débiteurs insolubles que le volume de leurs dettes empêche de dormir, mais des créanciers eux-mêmes qui ont déboursé bien au-delà de leurs avoirs réels. En même temps, un pays comme le Brésil, le plus endetté du tiers-monde, tenu comme représentant du "miracle économique" des années 70, doit renon-

cer publiquement à pressurer plus fortement, du fait d'explosions ouvrières répétées, une population dont une large partie est réduite à la famine (émeutes de la faim).

2) L'accentuation marquée du déficit de la balance commerciale : l'excédent des importations sur les exportations américaines devrait osciller en 83 entre 70 et 75 milliards de dollars (alors qu'il était prévu de maintenir cet écart entre 50 et 55 milliards).

3) Un gonflement énorme de la masse monétaire : pour le seul mois d'octobre, celle-ci s'est accrue de 2,5 milliards de dollars ! (équivalent à l'ensemble de la dette budgétaire de la Bolivie).

4) La surenchère des taux d'intérêt (15% pour le taux de base fédéral), seule capable d'attirer et de réabsorber la masse de capitaux répandus à profusion dans le monde pendant les années 70 (euro-dollars, pétro-dollars...) principale source de la fièvre inflationniste et de la crise du dollar à l'époque.

Cette politique des taux d'intérêt élevés sert à soutenir artificiellement le dollar à un niveau fortement surévalué alors que le fonctionnement ininterrompu de la planche à billets transforme cet étalon des échanges interna-

tionaux quasiment en monnaie de singe. Elle masque une hyper inflation et ne fait que servir de paravent placé devant le gouffre de l'effondrement du système monétaire international et du crash financier.

En contre partie de cette politique de spéculation, la compétitivité des entreprises américaines s'est effondrée, et surtout, on assiste à une chute vertigineuse des investissements productifs.

L'édifice gigantesque est ainsi profondément lézardé; déjà l'année 83 marque un record des faillites bancaires aux USA : d'après le responsable fédéral du contrôle bancaire, 50 banques pourraient déposer leur bilan d'ici la fin de l'année et 614 banques à problème sont actuellement sous surveillance.

En prétendant les combattre, les USA se retrouvent confrontés, mais à une puissance bien supérieure aux mêmes maux que dans les années 70 : l'endettement et l'inflation. En 2 ans, l'endettement fédéral s'est développé davantage qu'au cours des dix années précédentes. La seule différence, c'est que les déficits budgétaires n'alimentent plus du tout les secteurs productifs.

L'accélération de la production d'armements

Le doublement de la dette fédérale déjà évoquée n'a servi qu'à une chose, financer le seul secteur où les investissements montent en flèche aujourd'hui, l'industrie d'armement. Voilà en quoi consiste cette fumeuse relance : c'est en fait un gel, une stérilisation des capitaux car l'armement ne peut trouver de débouchés que dans et pour la guerre impérialiste. La fuite en avant dans l'industrie de guerre, présente à l'Ouest comme à l'Est (voir article ci-contre), traduit partout la même réalité économique. C'est l'expression majeure de la para-

lysie croissante de la vie économique, de la surproduction généralisée du marché mondial, du rétrécissement du volume des échanges et, finalement, de la faillite globale du capitalisme.

Mais sur quoi repose cette fausse relance à travers l'armement ? Qui en fait les frais ?

Elle n'a pas le moins du monde entraîné une relance de la consommation intérieure qui devrait résulter de toute relance réelle de la production, mais el-

(Suite en bas de page 5)

ISRAEL

DE LA MONNAIE BIBLIQUE A LA MONNAIE DE SINGE

■ Depuis quelques jours, des bruits de dévaluation du shekel (monnaie israélienne) circulaient. Cela devait déclencher une ruée de la population sur la monnaie qui joue plus que jamais le rôle de monnaie-refuge : le dollar. "Le public a acquis en une seule journée jusqu'à 16 millions de dollars" (Le Monde, 11/10/83). Dans un premier temps, les banques, pour faire face à

un pays au bord de la faillite

Pour comprendre ce vent de panique qui souffle sur Israël, il faut considérer sa situation financière :

- une inflation galopante qui était de 131,5% en 1982, qui serait de 150% en 1983. Cette inflation est du même ordre que celle qui sévit au Brésil.
- une monnaie qui a perdu près de 80% de sa valeur depuis le début de l'année : "Ces derniers temps, sa dépréciation atteignait le rythme de 0,5% par jour, avec une pointe de 7,5% dans la seule journée du 9 août 1983" (Le Monde, 12/10/83).
- un déficit commercial de 5,2 milliards de dollars, contre 4,9 l'an dernier, avec des exportations qui ont chuté de 13%, et une augmentation des importations.
- une dette extérieure de 21,5 milliards de dollars en juin 1983, qui passerait à 24 milliards en décembre (un quart de la dette mexicaine) : "selon le FMI, Israël vient en sixième position parmi les cent sept 'pays à risques'" (Le Monde du 11/10/83).

l'esbrouffe de la "dollarisation"

Pour faire passer la pilule amère de telles mesures, il faut un bouc émissaire, un fautif tout trouvé en la personne de Yoran Aridor, ex-Ministre des Finances et de sa "dollarisation". Alors que le dollar est depuis longtemps en Israël la monnaie des transactions économiques (import-export, immobilier, etc.), le shekel ne sert plus qu'aux achats de tous les jours, les salaires étant payés en shekels. Depuis longtemps, Israël a une écono-

un tel afflux de demandes et soutenir le cours du shekel, ont emprunté des devises à l'étranger pour un montant de plusieurs centaines de millions de dollars. Dans un deuxième temps, ne pouvant tolérer une situation aussi catastrophique, le gouvernement Shamir ferma la bourse de Tel Aviv et fit "surveiller" plusieurs banques par l'armée.

- des dépenses militaires, dépenses improductives, qui englobent 20% officiellement du budget de l'Etat.

C'est dans ce contexte de cataclysme économique que des mesures draconiennes d'austérité s'abattent sur la classe ouvrière et la population dans son ensemble :

- une dévaluation du shekel de 23% qui n'est qu'un pis aller par rapport aux 30% que nécessite la situation : "La timidité du gouvernement rendra indispensables des mesures complémentaires" (Le Monde, 13/10/83).
- une augmentation de 50% du prix des produits alimentaires (pain, oeufs, lait, huile, etc.), due à la réduction des subventions de l'Etat, de 25% sur l'essence, sans compter celles des transports et de l'électricité.
- la diminution progressive jusqu'à la suppression de la "prime de vie chère" (1) qui permettait aux salaires de suivre en partie l'inflation.
- une réduction du budget de l'Etat de 10%.

mie "dollarisée". Le dilemme "dollarisation" ou non, dollar ou pas dollar, shekel ou pas shekel, n'est qu'un faux problème destiné à :

- faire vibrer la fibre patriotique d'indépendance nationale (le shekel, monnaie biblique, symbole de l'existence d'Israël) pour mener la population à un nième sacrifice au nom de l'Etat hébreu ;

- déjouer le mécontentement sur un

responsable, Aridor, et tout le monde y va de sa petite chanson.

Le gouvernement qui en préparant "le gag de M. Aridor lui a permis de sombrer avec brio... et peut-être avec réussite : son successeur pourra sans doute plus facilement prendre des mesures techniques qui, concrètement, seront très proches de celles qu'aurait entraînées son idée folle..." (Libération 14/10/83). Et c'est ce qui se passe. Cohen Orgad, le successeur d'Aridor, est un "faucon" en politique et grand

c'est le coeur du capitalisme qui pourrit

C'est au lendemain de la guerre de 1939-45 que se constitue l'Etat d'Israël. D'abord soutenu par l'URSS et la Tchécoslovaquie, Israël "prendra racine" grâce aux USA "contre l'occupation britannique qui l'avait pourtant favorisée en ouvrant la Palestine avant la 2ème guerre mondiale à la 'colonisation juive'" (RI n°100, p.4).

C'est l'époque où la Grande-Bretagne et la France doivent se ranger derrière l'impérialisme dominant, les USA. Depuis, Israël est l'"allié privilégié", la place-forte militaire, la tête de pont des USA dans cette région face au bloc de l'Est. Etat démocratique, le niveau de vie y était comparable à celui des pays occidentaux, et il possédait également un tissu industriel propre bien qu'il dépende pour l'essentiel de ses fournitures militaires et industrielles des USA qui financent régulièrement le déficit de la balance des paiements. "Ce déficit s'est élevé à 5 milliards de dollars l'an dernier. Il a été comblé par 2,5 milliards de dollars de contribution du gouvernement américain..." (Libération, 14/10/83). Le gouvernement jusqu'ici faisait tourner la planche à billets et vivre l'économie "au-dessus de ses moyens" en comptant trop sur le "grand frère" américain. Mais voilà, malgré toute l'importance d'Israël pour le bloc US, le "grand frère" ne peut plus financer comme avant son "51ème Etat". Aux pri-

amateur de "rigueur économique" : "Il est favorable à une nouvelle dépréciation de la monnaie, souhaite d'importantes coupes budgétaires et une suppression des 'primes de vie chère'" (Le Monde, 19/10/83).

Les syndicats qui s'emploient à cacher la véritable signification de cette crise : "La morgue et la suffisance de M. Aridor, qui ont causé des préjudices dépassant l'imagination" (un dirigeant de la centrale syndicale Histadrout, Le Monde, 13/10/83).

c'est le coeur du capitalisme qui pourrit

ses avec une relance mort-née, les USA n'échappent pas à l'accélération de la crise mondiale.

La faillite économique d'Israël est une des images les plus nettes de la faillite générale du capitalisme à l'heure actuelle, d'un capitalisme qui fonctionne depuis le début de ce siècle en orientant de plus en plus l'économie vers la production d'armements. Pays central de la stratégie américaine, il consacrait encore 32% de sa production à l'armement en 1981, même si aujourd'hui il a été obligé de réduire à 20%.

Ce que montre la crise en Israël, c'est que l'inflation à trois chiffres, la faillite économique, ne sont pas réservées aux seuls pays du "tiers-monde" aux pays de la périphérie du capitalisme, mais que c'est ce qui attend les pays occidentaux, les pays du centre du capitalisme : c'est son coeur qui pourrit.

NS

(1) La "prime de vie chère" ne prenait en compte que 80% de l'augmentation des prix ; l'ajustement du salaire ne s'effectuant que tous les deux ou trois mois, cela représente un manque à gagner lorsque l'inflation mensuelle est de 10%.

PAYS DE L'EST

PENURIE, INFLATION ET MILITARISATION

La propagande de la bourgeoisie insinue de façon persistante, de plus en plus, que l'affrontement contre le bloc de l'Est est inévitablement contenu dans l'évolution de la situation...

Pour les ouvriers, de l'Est, et de l'Ouest, pourtant, la réalité indique un autre sens : celui d'une misère commune subie sous le capitalisme décadent, qui, loin de pousser les ouvriers des deux blocs concurrents à s'entretuer, pousse bien plus à une lutte identique contre les effets et les causes de la crise du capitalisme.

Aujourd'hui, c'est la question de l'endettement qui alarme le plus la bourgeoisie : l'insolvabilité de tous les Etats qui, dans la décennie précédente, avaient tenté de conjurer la crise par la fuite en avant dans le crédit, apparaît en effet comme l'expression la plus évidente de leur faillite.

A l'Est, comme à l'Ouest, les mêmes palliatifs ont été utilisés, en vain, pour tenter de reculer les échéances. Ainsi, c'était encore sur l'illusion mercantile du "rattrapage de l'Occi-

la fin des illusions

Depuis trois ans, la croissance du bloc de l'Est n'a cessé de se ralentir, accusant en 1983 la plus faible augmentation de son PNB depuis la 2ème guerre mondiale (URSS : 2,8% ; Hongrie et Tchécoslovaquie : 1% ; Roumanie : 2,5%) alors que sa dette extérieure a décuplé depuis 1970 (90 milliards de dollars dont 1/3 pour la Pologne).

En fait, cette politique économique établie au prix d'un endettement gigantesque que le bloc de l'Est est aujourd'hui incapable de résorber, loin d'avoir fonctionné comme ballon d'oxygène pour une économie déjà atrophiée par le sous-développement, n'a été que pur gaspillage, traduisant et renforçant encore l'anarchie de la production :

- investissements dans les secteurs industriels tournés vers l'exportation alors que le marché mondial allait en se rétrécissant de plus en plus ; la preuve en est l'incapacité totale à rentabiliser ces investissements dont 85% attribués lors des années 70 ont été dévolus à la construction d'usines qui sont aujourd'hui autant de chantiers abandonnés.

- irrégularité des approvisionnements en matières premières entraînant des arrêts répétés de la production, etc.

Tout ce gaspillage se trouve encore renforcé par l'hypertrophie croissante de l'économie de guerre.

En effet, c'est dans les pays du bloc de l'Est (et particulièrement en URSS) que la tendance générale propre à la décadence du capitalisme, vers une militarisation complète de la vie sociale, trouve ses formes les plus extrêmes. Avec l'accélération de la crise, la prépondérance croissante du

secteur militaire sur toute l'économie s'exprime à l'Est par une mobilisation totale de tous les secteurs les plus "modernes" de l'industrie au service de la production d'armements (15% du PNB de l'URSS). Cette mobilisation, d'une part, constitue un facteur d'aggravation de la crise (les armes ne pouvant être réintroduites dans la production), et d'autre part, ne peut se faire qu'aux dépens du secteur productif et notamment aux dépens de toute l'infrastructure nécessaire à l'exploitation de la production agricole et à l'industrie agro-alimentaire. Une telle orientation de l'économie ne peut donc qu'aggraver la pénurie chronique des biens de consommation.

Qu'en est-il aujourd'hui alors que dans le bloc occidental on assiste à une banqueroute de plus en plus généralisée de tous les Etats ?

Et c'est sous la poussée des luttes ouvrières (surtout en Pologne en 1970, 76, 80) contre les pénuries et le rationnement que tous les Etats du COMECON ont été contraints de s'endetter encore plus, de renforcer leur dépendance vis-à-vis de l'Occident pour l'importation de denrées alimentaires de base. Ainsi, loin d'avoir permis le moindre développement des forces productives - alors qu'à l'Ouest, celles-ci continuaient à régresser - cette politique d'endettement n'a fait qu'accélérer la banqueroute du bloc de l'Est et mettre à nu son irréductible sous-développement. Aujourd'hui, les convulsions du capitalisme ont encore aggravé les pénuries et le rationnement que la bécquille financière occidentale pourra de moins en moins alléger (l'augmentation du coût de la dette justifiant les réticences du bloc US à prêter à ces "pays à risque" incapables de rembourser les intérêts sur ces dettes).

Aujourd'hui, les chiens de garde du capitalisme d'Etat, qu'ils soient trotskystes ou stalinien, ne trouvent plus assez d'audace pour chanter les louanges d'une prétendue "révolution industrielle" à l'Est. Cependant, ils n'en présentent pas moins le marasme économique de ces pays comme le fruit de la

pénurie et inflation

Si, du fait de l'histoire du développement des deux blocs, Ouest et Est, la crise ne se manifeste pas de la même façon, c'est la même contradiction inhérente au capitalisme qui s'y traduit, sous des formes différentes : c'est la surproduction mondiale, le manque de débouchés pour les marchandises qui détermine l'augmentation du chômage et de l'inflation à l'Ouest, et la pénurie chronique à l'Est. Mais en plus aujourd'hui, à cette pénurie de tous les biens de consommation, s'ajoute une inflation ouverte et avouée à l'Est.

La Yougoslavie affiche officiellement un rythme annuel de l'inflation de 40% ; les explosions ouvrières en Pologne (1970, 76, 80) ont été déclenchées par de brusques augmentations des prix (100% pour la viande en 1980) ; l'aggravation de la crise met à bas la mystification de l'absence d'inflation fondée sur la tricherie de la bourgeoisie stalinienne avec les lois économiques.

Si à l'Ouest, l'inflation se manifeste essentiellement par une augmentation progressive des prix en fonction des fluctuations du marché, à l'Est, la brutalité avec laquelle explosent

le prix du "plein emploi"

Ainsi en est-il de cet autre "acquis ouvrier" que constitue le plein-emploi : il ne fait que refléter les conditions de misère et de surexploitation du prolétariat à l'Est, conditions qui ne peuvent que s'exacerber et affirmer clairement l'incapacité de plus en plus générale du capitalisme à nourrir ses esclaves.

Ainsi, l'accélération de la politique de rigueur mise en oeuvre, surtout depuis l'accession de l'ancien chef du KGB à la tête du bloc, ouvre une période de remise en ordre de tout l'appareil de domination bourgeoise à l'Est (épuration du parti par l'élimination de la clique brejnevienne des postes-clé et dont la politique intérieure trop "laxiste" (sic) avait laissé se développer l'anarchie de la production en négligeant l'encadrement du prolétariat). Sur le plan social, ceci se traduit par un encadrement militarisé encore accru de la classe ouvrière. En ce sens, l'instauration de l'Etat de guerre en Pologne avait déjà commencé à remettre les pendules à l'heure.

Dans ce bloc sous-développé, la priorité accordée aujourd'hui à l'augmentation de la productivité ne peut que signifier le renforcement de l'exploitation du prolétariat par la militarisation du travail. Ainsi, pour 1983, l'Etat russe a tenté d'imposer les mesures suivantes :

- augmentation de la discipline dans les usines grâce au renforcement des syndicats officiels, véritables courroies de transmission de la dictature du parti sur les lieux de travail et chargés de faire appliquer les objectifs du plan ;
- rappel de l'illégalité de la grève considérée comme crime contre l'Etat ;

- lutte contre l'absentéisme passible depuis janvier 83 de peines d'emprisonnement ou de déportation dans les camps de travail ;
- renforcement de l'atomisation des ouvriers par leur encadrement dans les usines en "brigades" (avec un "brigadier" à leur tête) de 20 ouvriers ;
- attaque directe contre les salaires par le non-paiement des heures supplémentaires lorsque la réalisation d'un produit est défectueuse, etc.

Du point de vue économique, cette remise au travail de la classe ouvrière

mauvaise gestion d'une clique de bureaucrates corrompus et incompetents, dont la nature ne peut être bourgeoise puisque l'Etat "ouvrier", même "dégénéré", échapperait encore aux lois du capitalisme puisqu'il n'y aurait ni inflation, ni chômage !

ces augmentations résulte d'une inflation trop longtemps contenue par la fixation d'un prix officiel qui ne correspond à aucune réalité économique. Aujourd'hui, sous les coups de boutoir de la crise, la bourgeoisie à l'Est est contrainte d'appliquer de plus en plus la "politique de vérité des prix" en laissant se déchaîner l'inflation de façon ouverte, sans que le marché noir ne régresse pour autant, alors que les pénuries se sont encore accentuées (en novembre 1982, par exemple, la population à Moscou - qui est pourtant la ville la mieux approvisionnée d'URSS - ne trouvait pas de beurre dans les magasins pendant une semaine). Une autre supercherie consiste également à retirer du marché le produit d'une marque pour le remplacer par le même produit d'une marque plus coûteuse.

De plus, la double journée de travail à laquelle sont depuis longtemps déjà contraints les ouvriers pour pourvoir à leur subsistance et à celle de leur famille, ne leur permet plus le même niveau d'épargne que les années passées. Ne pouvant plus planifier leur budget familial pour faire face aux caprices de l'offre des marchandises sur le marché intérieur, les ouvriers sont soumis de plus en plus à survivre au jour le jour.

s'est avérée jusqu'à présent totalement inefficace. Ainsi, en Hongrie par exemple, 20% de la force de travail n'est pas réellement employée et les entreprises se refusent à licencier pour des raisons soi-disant humanitaires. En fait, la fonction essentielle du maintien du "plein-emploi" à l'Est en période d'aggravation de la crise poussant au développement du chômage dans les pays occidentaux, apparaît dans toute sa nudité : le renforcement du contrôle sur la classe ouvrière afin d'endiguer le risque d'explosions sociales.

Ainsi, l'actuelle politique de rigueur à l'Est ne peut que rappeler les années les plus noires de la contre-révolution au cours desquelles s'est établi par la terreur le modèle stalinien de capitalisme d'Etat, présenté comme une parodie hideuse du communisme.

D'autre part, face à la faillite du capitalisme, à l'Est comme à l'Ouest, tout le battage orchestré aujourd'hui autour des préparatifs guerriers de la bourgeoisie (campagnes pacifistes pour le désarmement nucléaire, accélération des tensions impérialistes en Afrique et au Moyen-Orient, ...) mettent sur les devants de la scène l'inéluctabilité d'un affrontement direct entre les deux blocs.

Cependant, à la différence de la crise des années 30 - au cours de laquelle la bourgeoisie avait pu ouvrir le chemin à la guerre en brisant au préalable l'unité du prolétariat pour une grande part grâce à la mystification sur la nature "socialiste" de la Russie - la faillite générale du capitalisme dans les deux blocs aujourd'hui crée les conditions de la lutte généralisée et de l'unification du prolétariat.

Non seulement parce que l'ampleur des attaques contre la classe ouvrière à l'Est préfigure celle qui attend le prolétariat des pays occidentaux, mais également parce qu'en le contraignant à développer sa lutte, elle le poussera à mettre à profit l'érosion de tous les mythes colportés par les soi-disant "partis ouvriers".

En ce sens, la crise reste la meilleure alliée du prolétariat.

Avril.

WALESA RECOIT SA JUSTE RECOMPENSE

Déjà sacré "homme de l'année" en 80 et 81 par les médias occidentaux, avec le prix Nobel, Lech Waleza a donc reçu de la bourgeoisie la juste récompense de ses bons et loyaux services. Il succède ainsi à toute une belle brochette de "grands amis de la paix", dont, notamment :

- Léon Jouhaux, (1951), également syndicaliste, secrétaire général de la CGT entre 1909 et 1947, membre du gouvernement d'union sacrée pendant la première guerre mondiale.

- Le général Marshall (1953), chef d'état major de l'armée américaine pendant la seconde guerre mondiale, ministre de la défense pendant la guerre de Corée et promoteur du plan qui porte son nom, destiné à renforcer le bloc occidental face au bloc russe lors de la "guerre froide".

- Henry Kissinger (1973), maître de jeu de la politique extérieure américaine sous Nixon et à qui on doit des actes aussi pacifiques et humanitaires que les bombardements de Hanoï en 72 et la préparation du putsch de Pinochet en 73.

- Anouar El Sadate (1977), promoteur de la guerre du Kippour en 73.

- Menahem Begin (1977), principal responsable de l'offensive de 82

contre le Liban, délicatement baptisée: "Paix en Galilée".

Waleza pour sa part est également un ennemi déclaré de la guerre. En février 81, il s'était réjoui de la nomination du général Jaruzelski comme premier ministre, justement parce que c'était un militaire et que "les polonais aiment leur armée". Il précisait qu'il avait gardé un excellent souvenir de son service militaire. Pour ceux qui auraient eu des doutes, la reconnaissance faite par l'Ouest à Waleza est claire : comme tous les "prix Nobel", il est des leurs, du côté de tous ces amoureux de la "paix et de la liberté" qui gouvernent ce monde.

L'ECONOMIE MONDIALE A BOUT DE SOUFFLE (Suite de la page 4)

le s'est appuyée sur des politiques omniprésentes de "rigueur", "d'austérité", sur les coupes sombres pratiquées dans les budgets sociaux (fin du mythe de l'Etat providence) et surtout, sur les suppressions massives d'emploi (poussée inégale du chômage depuis 2 ans). C'est là le signe le plus indiscutable

de l'aggravation de la crise. C'est uniquement en taillant dans le vif de la classe ouvrière, à travers l'attaque massive, généralisée et directe de ses conditions de vie, la plus forte depuis la fin de la guerre, que le capitalisme se paye pour survivre.

Y.D.

MOYEN-ORIENT

L'ENGRENAGE DE LA GUERRE

(SUITE DE LA PAGE 1 .)

matique-que ce qu'on nomme, dans l'information, le "double attentat" de Beyrouth. Rapidement, nous rectifierons ce mensonge en montrant le ridicule de prétendre situer la "Malouine" de l'expédition américaine sur la Grenade à la hauteur des moyens mis en oeuvre et des enjeux impérialistes se jouant au Proche-Orient. Le seul lien direct qu'il est loisible de tracer de l'expédition sur la Grenade au Beyrouth du commando-massacre, c'est une fonction idéologique de dérivation.

Le second procédé de l'"intox" bourgeoise, auquel le premier a en fait servi de loupe, c'est de focaliser en Occident l'opinion sur l'horreur terroriste du 23 octobre. En réalité, un tel acte est tout simplement une manière comme une autre, dans les mœurs impérialistes, de faire la guerre. Impérialistes de l'Ouest comme soviétiques et affidés sont tous autant rompus à cet

propagande et vérités

L'exploitation faite par le bloc occidental de ce massacre a été immédiate, tout comme si elle avait été programmée. Elle est manifeste dans les déclarations tonitruantes de Reagan, comme dans celles des autres chefs occidentaux, notamment français, faussement plus tempérées. Tout en définitive paraît s'être agencé pour permettre de dire :

1° que la force multinationale poursuivra derechef sa "mission";
2° qu'elle reconsidérera les moyens de la réaliser, comme le dit Mitterrand; c'est à dire traduit en clair, qu'elle renforcera son dispositif militaire. Le sens "pacifiste" autrefois allégué à la dite mission s'est changé, en dépit des dénégations du pouvoir "socialiste" en France, en une signification para-guerrière pure et simple. C'est ce qu'énonce limpidement Reagan quand il parle aujourd'hui de la défense du "monde libre" contre les menées barbares du bloc russe. Cette exploitation du "double attentat" voudrait masquer l'agressivité belliciste du camp occidental contre son rival soviétique. Sous le brouillard de la propagande

art manouvrier et "déloyal" de la bel-ligérance. Aussi terrible que cela soit de le dire, le carnage du 23 octobre dont les soldats américains et français furent les victimes n'est pas pire que ceux précédemment subis par les populations du Liban. C'est un épisode au bout du compte normal qui peut s'expliquer de lui-même dans le contexte militaire baignant le Proche-Orient quasi en son entier, et en regard des intérêts impérialistes complexes qui investissent cette région du monde. Bien que la possibilité de conjecturer un coup monté de toute pièce par l'état-major occidental -un peu dans le style du faux raid manqué de Carter contre l'Iran en 1980- soit par ailleurs parfaitement envisageable, il vaut mieux ne pas céder à l'incitation de l'"intox" bourgeoise de nous transformer en Sherlock Holmes attachés à la résolution de l'énigme de la main coupable du crime. L'essentiel est de voir l'exploitation que tire la propagande, essentiellement occidentale, de ce fameux "double attentat"

l'on voit comment, à la suite de la Syrie et de la Lybie, le bloc américain prévoit de développer son offensive. La direction de ce développement, Reagan comme son Secrétaire d'Etat à la Défense, Caspar Weinberger l'ont désignée, pour ainsi dire immédiatement dès l'annonce du "double attentat" de Beyrouth : c'est l'Iran. L'Iran a tout de suite été désignée comme l'instigatrice - plus ou moins directement manipulée par l'URSS et/ou la Syrie - du commando kamikaze. Là encore, le carnage du 23 octobre vient pour offrir, via la propagande, une légitimité post festum à un dessein impérialiste arrêté auparavant. Il n'y a en effet aucun jeu du hasard si cette accusation de criminalité lancée contre l'Etat iranien intervient quinze jours après que la France a laissé connaître son intention de livrer cinq Super Etendard -équipés d'Exocet- à l'armée irakienne en affrontement avec celle de l'Iran.

Sur ce plan, nous n'avons rien d'original à ajouter aux précédents arti-

cles que nous avons déjà écrits sur la stratégie impérialiste du bloc occidental (voir la collection de "RI" depuis pratiquement un an). Lumineusement, les derniers événements confirment la véracité de nos analyses. Nous assistons à la poursuite et à l'accélération de la politique militaire de l'encerclement de l'URSS sur ses fronts orientaux. Nous voyons néanmoins se concrétiser les nouveaux facteurs qui sont devenus apparents dans la situation, en 1983 :

- la mise en avant des caractères immédiats militaires au détriment des aspects plus proprement diplomatiques de la stratégie impérialiste occidentale;
- l'implication de plus en plus directe des forces militaires centrales du bloc dans cette stratégie et le retrait au second plan des armées mercenaires (comme celle d'Israël);
- le fort resserrement de la coordination de toutes les plus grandes puissances capitalistes de l'ouest (USA, France, Angleterre, Italie ...) intégrées pour la réalisation de ce plan stratégique; à ce niveau, on peut dire que le "double attentat" scelle dans le sang l'alliance impérialiste entre la France et les USA;
- le drainage vers la guerre des ressources industrielles majeures du capitalisme occidental. A cet égard, la jonction sur le "terrain" de deux su-

l'engrenage impérialiste

Nous sommes bien en présence d'une phase charnière dans l'engrenage guerrier des tensions inter-impérialistes. Ce qui le signifie le plus en profondeur, c'est le fait que l'Occident semble aujourd'hui parvenu au point de ne plus pouvoir, ou du moins : de ne plus pouvoir avec autant d'aisance qu'auparavant, jouer la carte de sa force économique pour amener sa progression impérialiste contre le bloc "soviétique" au travers du contrôle des Etats comme ceux du Proche-Orient. C'est cette réalité qui sous-tend tous les facteurs de tendance énoncés plus haut. Cette réalité opère un effet d'aspiration du capitalisme occidental en son entier dans le processus d'acheminement direct en direction de la nouvelle conflagration planétaire.

per-puissances de feu comme le cuirassé américain "New-Jersey" et le porte-avion français "Georges-Clémenceau" a pleine valeur illustrative et symptomatique.

Derrière le forcing de la propagande, tant à propos du Liban que de la Grenade, le capitalisme occidental tente, au regard de sa population, de faire passer au surplus deux réalités :

- le fait qu'à travers les différentes opérations militaires, on cherche aujourd'hui à habituer les gens à une intervention systématique des soldats nationaux sur n'importe quel théâtre de conflit, aussi lointain qu'il apparaisse à l'entendement immédiat;
- le fait que dans l'expédition sur la Grenade, par exemple, réside une expérience de test pour l'efficacité future de la fameuse Force d'Action Rapide du bloc occidental.

Ces deux données ne concourent pas à un moindre degré que les autres pour certifier la réalité des projets bourgeois. Il n'y a plus aucune raison pour douter que la classe capitaliste prépare la guerre. Cette préparation est aussi bien le fait de la bourgeoisie de l'Est que de l'Ouest, même si cela apparaît aujourd'hui plus nettement du côté occidental, où l'on est en effet à l'offensive, qu'à l'Est, où l'on est réduit à une défensive, certes acharnée, mais à la défensive.

LE PACIFISME, C'EST L'IMPUISSANCE ET LE NATIONALISME

Alors même que s'accroissent de façon nette les tensions guerrières entre l'Est et l'Ouest, en particulier au Moyen-Orient, le "pacifisme" qui se prétend le "seul moyen de barrer la route à la guerre", ne dit pas un mot de la REALITE des affrontements en cours, qui impliquent de plus en plus directement les grandes puissances. Il montre par là, une fois de plus, sa véritable fonction : une manœuvre de diversion, tant par rapport à la question de la guerre, que par rapport à celle de la faillite économique du monde actuel.

Plus d'un million de manifestants pacifistes en RFA, 600 000 à Rome, 200 000 à Bruxelles, des dizaines de milliers à Londres, Stockholm et Vienne, quelques milliers à Madrid et à Paris, c'était le "week-end européen du pacifisme", qui achevait la semaine d'action organisée contre le déploiement des missiles américains en Europe, et s'est poursuivi par une manifestation de 500 000 personnes à la Haye le week-end suivant. Les organisateurs ont pu se féliciter (sauf en France) du succès de ces manifestations, avec des flics souriants et polis, et on a bien pris garde de ne pas gêner la circulation automobile!

Un manifestant du rassemblement devant la base US de Ramstein déclarait : "A dire vrai, je ne pense pas que ce que nous faisons ait un effet quelcon-

que. Néanmoins, nous devons le faire, sinon nous capitulerons devant l'inévitable. Une fois l'inévitable accepté, on devient une victime. Je crois dans le changement des choses." ("News-week", du 24-10-83). Le pacifisme ne donne aucun point d'appui réel, ne mobilise que pour faire accepter l'idée de la guerre comme "inévitable". Il utilise le sentiment d'insécurité existant pour le réduire à l'impuissance. Il présente le faux choix suivant face à la question de la guerre : soit accepter la guerre et s'y préparer, soit "ne pas capituler", "militer" contre la guerre dans une ambiance de clowneries entre deux ambassades, de sit-in où l'on attend que le temps passe, sans perspectives réelles...

Ces manifestations promenades ont exprimé l'impuissance et le contenu bourgeois du pacifisme, à travers l'inanité de leurs mots d'ordre et la participation active de la majeure partie des "oppositionalistes" des différents Etats européens, sous des dehors de rassemblements bon-enfants et folkloriques : de cette "gauche" qui n'est contre la guerre que lorsqu'elle n'est pas directement au gouvernement, et qui ne milite pour la paix que pour ramener derrière elle les paumés. Le PC et le PS en France ont ainsi osé organiser eux aussi le "mouvement pour la paix" en même temps qu'ils participent activement aux préparatifs de guerre : ils n'ont pas eu grand succès... Schmidt se reconvertisse en égérie pacifiste : "Nous ne voulons pas des nou-

velles fusées de l'OTAN", après avoir lui-même appelé à l'installation des missiles en 1977 sur le sol ouest-allemand. Le premier ministre suédois, le socialiste Olof Palme, déclare : "La mobilisation de tous au delà des frontières est le seul moyen d'arrêter la folie de la course aux armements."

Etre promené passivement, bientôt lassé et démoralisé, avec le sentiment d'avoir pourtant essayé de faire quelque chose constituerait l'arme absolue contre la course à la guerre.

Le pacifisme ne représente aucune force réelle, sinon la force idéologique de la bourgeoisie dont la propagande s'intensifie avec l'accentuation de l'attaque à tous les niveaux de la vie des ouvriers. Elle a besoin d'occuper les mécontents pour avoir les mains plus libres pour continuer ses attaques économiques et ses préparatifs de guerre.

La bourgeoisie doit présenter l'alternative "paix ou guerre" comme la vraie question pour cacher la véritable alternative de la période actuelle : guerre ou révolution, dont l'issue dépend fondamentalement du rôle du prolétariat, la seule force objective capable d'en décider.

La mystification du pacifisme est de prétendre résoudre le problème de la guerre dans le cadre du capitalisme, assurer une paix dans un monde dont les lois économiques fondamentales sont à l'origine de la guerre. Il nous faudrait croire en un capitalisme de bonne volonté, alors que son histoire est jalonnée de guerres et que, plus il

s'enfonce dans la crise, plus les guerres impérialistes s'intensifient et se rapprochent une nouvelle fois de l'Europe.

La mobilisation de tous, bourgeois et prolétaires unis, pour exprimer sa volonté de défendre la paix dans sa "patrie", voilà la perspective "pacifiste" : A l'heure où les ouvriers reprennent le chemin de la lutte de classe, où les discours politiques se font de moins en moins crédibles, où tous les Etats du monde renforcent l'austérité, le pacifisme tente de refonder l'unité nationale qui se craquelle partout. Comme l'annonce l'éditorial de "Die Stern" : "Dans l'ombre du mouvement pacifiste allemand se profile un sentiment national qui est essentiellement inspiré par la gauche." Ce "sentiment national" qui tend à s'étouffer, servant en RFA à extirper le vieux démon nazi, la culpabilité de la "nation allemande" doit pouvoir servir demain à la seule perspective qu'offre la bourgeoisie mondiale : la guerre généralisée. Le prolétariat doit être noyé dans la population en général, dilué dans chaque nation, rendu inoffensif, car c'est lui le vrai danger pour les visées bourgeoises, pas des farandoles de kermesse.

Par sa lutte, il mine les fondements de l'existence des nations et va, de par sa nature, contre leurs intérêts et la poursuite d'un processus qui va vers la troisième guerre mondiale.

CRISE DES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES **LE DELIRE NATIONALISTE DU P.C.I. (BORDIGUISTES)**

■ Ce n'est pas la première fois que nous intervenons dans nos colonnes sur les positions nationalistes défendues par le "Parti Communiste International", qui, s'accrochant au mythe de la "libération nationale des masses opprimées du Tiers-Monde", a été amené depuis longtemps à proférer des aberrations sur le caractère progressif, voire révolutionnaire, des Che Guevara, des khmers rouges ou de l'OLP palestinien.

Nous revenons aujourd'hui sur cette question, parce qu'elle conditionne l'évolution de cette organisation. Il y a un an, l'organisation internationale bordiguiste constituée en "parti" depuis 1942-43, volait en éclats. Une scission ultra-nationaliste en sortait, qui devait donner naissance à une nouvelle revue de la contre-révolution : "El Oumami" : ces derniers trouvaient le PCI trop mou dans son soutien aux luttes de "libération nationale", en particulier dans sa défense de la "Palestine". Un an plus tard, les éléments survivants du PCI continuent à publier une presse en France : "Le Prolétaire", en Suisse (idem), et en Italie : "Programma Comunista". Si l'on en juge par le contenu de cette presse, la crise qui a secoué le PCI ne les a pas amenés à une remise en question sur le fond de leurs positions. Même si, comme nous le notions le mois dernier, il semble que "Programma Comunista" ait engagé un débat public sur le rôle des révolutionnaires (signe sans précédents dans l'histoire du "Parti historique" qui détient toutes les réponses achevées, à priori, à toutes les questions de l'histoire, confondant marxisme et catéchisme), il ne semble pas que le doute ait porté sur leurs positions sur les "luttes de libération nationale".

Pendant toutes les années où le PCI a continué à répéter les erreurs qui avaient pu avoir cours dans le mouvement ouvrier, sous prétexte de "conserver l'intégralité du programme", l'histoire, elle, a continué à avancer. Au cours de ce siècle, ce qu'on a vu, ce n'est certainement pas des "libérations nationales", l'essor de "nouvelles forces progressistes de la bourgeoisie". C'est l'enserrement du monde dans l'état des puissances économiques les plus fortes, qui dominent tout ce qui se trame dans le monde, et se disputent cette domination.

Mais voyons plutôt ce que disent ceux qui se prétendent le "Parti communiste International", aujourd'hui, en octobre 1983, sur une des questions les plus graves qui se posent au monde actuel : celle de la guerre.

Alors que, au Moyen-Orient, s'aiguise sous nos yeux la tension guerrière entre les deux grands blocs impérialistes, celui de l'Est et celui de l'Ouest, portée sans cesse à un cran supérieur par la catastrophe économique, que trouve à dire "Le Prolétaire" ? :

"En cas d'affrontements militaires, ceux-ci seraient forcément limités en raison de l'engagement des USA aux côtés d'Israël et de l'URSS aux côtés de la Syrie... Plus que jamais, ce qui importe, c'est que les masses palestiniennes puissent relier leur lutte de libération nationale à la mobilisation des masses de tous les Etats arabes de la région autour de la perspective de la destruction d'Israël"... Et de se perdre en considérations sordides sur le nombre de morts du côté israélien : "Ainsi, le nombre de soldats israéliens tués au Liban depuis septembre 1982 représente environ un tiers des pertes officielles subies par l'armée israélienne au cours de la guerre du Liban. Tout cela démontre une fois de plus le formidable courage et la magnifique volonté de lutte des masses palestiniennes." (idem) Ont-ils compté le nom-

bre de morts de l'autre côté, pour savoir s'il reste encore des palestiniens après toutes ces années de carnage où la population locale a subi massacrés sur massacres au nom d'intérêts qui la dépassent totalement ?

Voilà la perspective "révolutionnaire" qu'offre aujourd'hui le PCI, alors que se pose de façon plus aiguë que jamais l'alternative : guerre généralisée ou révolution mondiale du prolétariat. Ils pensent ouvrir la voie de la révolution en proposant la destruction d'une nation par d'autres nations. Des préparatifs militaires accablés des grandes puissances qui s'affaiblissent autour du Liban, rien. Dans "Programma Comunista" d'octobre 83, on titre même : "L'impérialisme en difficulté". Et on analyse les "conflits d'intérêts" qui opposeraient les USA, l'Europe et Israël sur la question du Liban, là où tout montre une politique plus concertée que jamais du bloc occidental (voir article dans ce numéro). Le délire est total quant à la conclusion : "En conclusion, les contradictions entre les différents brigands impérialistes laissent l'initiative aux forces populaires arabes et palestiniennes, qui, malgré leur nature inter-classiste, donnent aujourd'hui à tous les prolétaires la confirmation d'un message déjà donné par d'autres luttes de libération nationale du Tiers-Monde, qui est que les grandes puissances impérialistes, malgré leur impressionnant arsenal militaire, peuvent être tenues en échec et battues par une lutte à la base..." ("Programma Comunista" du 1-10-83); et "Le Prolétaire" d'affiner cette vision démente : "les dissidents de l'OLP ne sont pas manipulés par la Syrie ou la Libye, mais simplement la seule perspective de développer une lutte armée contre Israël conduit inévitablement à chercher l'appui des Etats qui n'ont jamais soutenu la courageuse lutte menée par la résistance palestinienne." (numéro de juin-septembre 83). Une lutte de libération nationale menée avec l'appui désintéressé de quelques grandes puissances, voilà tout ce que le PCI trouve à dire sur le point d'affrontement le plus chaud du monde entre les deux rapaces de l'Est et de l'Ouest. Lisez la presse du PCI, elle vous expliquera comment "d'une lutte nationale peut se développer dialectiquement la solidarité internationaliste du prolétariat" (Programma Comunista, op.cit), développement qui saute aux yeux quand on regarde l'évolution de la situation depuis que se pose la question "palestinienne"... Comme encouragement à considérer que quelque chose peut s'opposer à la puissance militaire des grandes puissances, on fait mieux.

Avec ces "analyses", le PCI ne sert à rien à la révolution. On pourrait même dire qu'il contribue à l'étouffer, s'il n'avait pas un côté aussi dérisoire. Il y a peu de chances qu'il se développe sur ces bases : la place à laquelle conduit ce nationalisme tiers-mondiste est déjà occupée dans l'échiquier de la contre-révolution, par les trotskystes et maoïstes de tout acabit.

Le dernier "Programma Comunista" s'interroge, dans la publication des "débat internes", sur leurs "difficultés à influencer la classe ouvrière et les masses en lutte". Il vaudrait mieux qu'ils s'interrogent un jour sur ce que les révolutionnaires ont à défendre pour contribuer à la matérialisation de la perspective révolutionnaire. Tant qu'ils en seront à propager le nationalisme, à obscurcir les enjeux réels de la situation, on ne peut que se féliciter que "la classe ouvrière et les masses en lutte" ne les écoutent pas.

DN

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème :
➡ p.8

AIX-EN-PROVENCE :

Permanence : le 16/11 et le 14/12 de 18h à 19h au Café "La Madeleine", Place des Prêcheurs.

BORDEAUX :

Réunion Publique : le 25/11 à 20h au Café "Victor Hugo", 52 Cours Victor Hugo. Contact diffusion : au marché Saint-Michel de 10h 30 à 11h 30.

CLERMONT-FERRAND :

Réunion Publique : le 25/11 à 20h 30, Ancien Lycée Blaise Pascal.

LILLE :

Contact diffusion : les 1er et 3ème dimanche du mois de 10h 30 à 11h 30 au Marché de Wazemmes.

LYON :

Réunion Publique : le 2/12 à MAJO, 2 Impasse Métral, Villeurbanne, métro République. Permanence : le 15/11 à 18h, même adresse

MARSEILLE :

Réunion Publique : le 9/12 à 21h au 205, rue Ste Cécile, 13005 Marseille. Permanence : le 23/11 de 18h à 19h à l'"Artistic Bar", 4, Cours J.Thierry, 13001 Marseille.

NANTES :

Réunion Publique : le 5/11 à 17h au Centre Social des Bourderais. Nantes-Chantenay. Permanence : le 18/11 à 20h 30 à la même adresse. Contact diffusion : le 2ème samedi du mois de 10h 30 à 11h 30 au marché de la Petite-Hollande.

PARIS :

Réunion Publique : le 19/11 au 27, avenue de Choisy, 75013 Paris. Permanence : tous les samedis à 16h à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique).

ROUEN :

Réunion publique : le 19/11 à 16h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion Publique : le 25/11 à 21h, Cité Universitaire de l'Arsenal. Bât. C. Permanence : tous les vendredis à 18h 30, bar "Le Colbert", av. St. Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique). Contact diffusion : les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h 30 au marché aux légumes (Place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h 30 au marché aux Puces (St Sernin).

TOURS :

Permanence : le 26/11 à 15h au 43, rue Lamartine.

lisez la Revue Internationale n°35

Rapports et résolutions du 5ème Congrès du Courant Communiste International

CRISE ECONOMIQUE :

LA DESCENTE DANS L'ABIME
ET L'IMPASSE DE LA CLASSE CAPITALISTE

LE RAPPORT DE FORCES
ENTRE CLASSE OUVRIERE ET BOURGEOISIE

Résolution
sur la SITUATION INTERNATIONALE

SUR LE PARTI ET SES RAPPORTS
AVEC LA CLASSE OUVRIERE

ADRESSE AUX GROUPES
POLITIQUES PROLETARIENS

➡ R.I.
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

PUBLICATIONS DU CCI

(ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT,
SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA
Apartado de correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027
USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KOLN 41, RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) (4 F)
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER	PAR AVION
110 F	120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER	PAR AVION
65 F	80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
120 F	120 F	150 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
70 F	80 F	100 F

Abonnements et versements :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20°

Directeur de Publication : D.VAN CEIST
N° de Commission Paritaire : 54 267

FAILLITE DE L'ECONOMIE

OUVRIERS, NE COMPTÉZ QUE SUR VOUS-MEMES

le couteau sous la gorge

Austérité, chômage, baisse des salaires, en France, comme partout dans le monde, les travailleurs subissent l'attaque la plus dure depuis la seconde guerre mondiale. En quelques semaines, c'est une véritable avalanche de licenciements dans l'automobile, la sidérurgie, la construction navale et bien d'autres secteurs qui a déferlé dans toute l'Europe. La France n'y échappera pas, les plans sont déjà prêts. Partout les Etats en faillite décident de nouveaux impôts et taillent à la hache dans les budgets sociaux.

Pendant des mois, c'est dans le calme social général et dans le silence de la classe ouvrière que s'est mise en place une attaque sans précédents des conditions de vie. Mais aujourd'hui, l'exaspération gagne l'ensemble des ouvriers, des employés d'Etat aux ouvriers de l'industrie qui se retrouvent carrément le couteau sur la gorge.

Le black-out presque total de la presse sur les luttes ouvrières, en particulier dans les pays industrialisés révèle la hantise des classes dominantes de voir se généraliser la révolte contre des mesures économiques intolérables.



la colère monte, les luttes reprennent

Juillet 83, USA:

700 000 employés du téléphone en grève pendant deux semaines contre les licenciements et la baisse des salaires.

Septembre 83, RFA:

Pour la première fois depuis 1920, les ouvriers des industries navales occupent les chantiers. Mêmes raisons: licenciements, baisse des salaires.

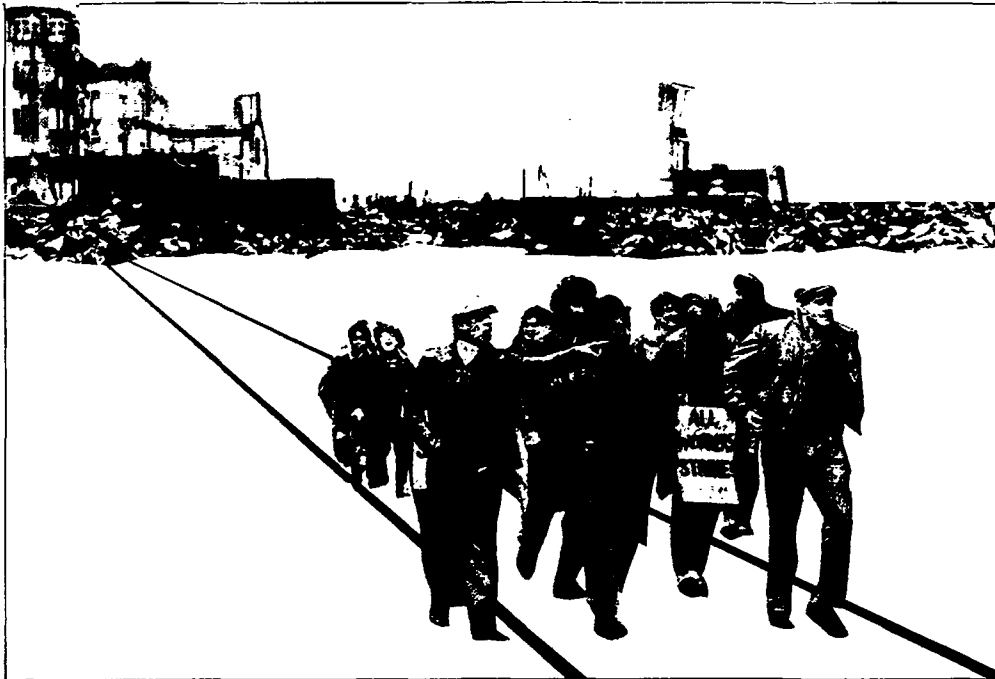
Septembre 83, Belgique:

Contre la suppression d'un mois de salaire et la suppression des primes, les employés du secteur public partent spontanément en grève, étendent le mouvement, brisent les séparations entre Flandre et Wallonie. C'est la lutte la plus importante dans ce pays depuis les grèves de 1960-1961.

Septembre-Octobre 83, France:

Comme en Belgique, les travailleurs du tri postal entrent en grève, pour les mêmes raisons.

Tout cela n'est qu'un début. Les attaques économiques qui s'accroissent vont pousser dans la lutte des centaines de milliers, des millions d'ouvriers et d'employés. En particulier en Europe. Le recul des luttes qui avait permis et suivi la répression en Pologne prend fin.



France, le face à face

Au rythme des plans de crise qui s'accroissent à une vitesse folle, les désillusions et les déceptions de la classe ouvrière vis-à-vis de la gauche sont remplacées par une franche colère que les syndicats, qui soutiennent le gouvernement, ont de plus en plus de mal à contenir.

Malgré toutes ses fadaïes et tous ses mensonges grossiers, la gauche au pouvoir ne peut plus masquer sa nature capitaliste: comme la droite, elle gère la crise, elle mène l'attaque contre les conditions de vie des travailleurs. Encore plus que la droite, elle renforce le militarisme. A une échelle inconnue depuis la guerre d'Algérie, elle expédie au combat ses troupes et ses engins de mort. Tout cela, au nom de la paix, évidemment...

Quant aux syndicats, ils ont beau bavarder et gémir, en fin de compte ils soutiennent ce gouvernement et sa politique anti-ouvrière. La gauche et les syndicats sont les ennemis de la classe ouvrière.

Au pouvoir comme en France ou dans l'opposition comme en Belgique, en Angleterre ou en RFA, la gauche ne change pas de nature. Au pouvoir, elle appelle "changement" les plans de crise. Dans l'opposition, elle appelle "lutte", "opposition résolue" le sabotage des grèves.

contre le sabotage syndical, extension et auto-organisation

L'exemple de la grève du secteur public en Belgique est sans conteste l'illustration parfaite des croche-pates à la lutte dont les syndicats ont le secret.

Ils ont rattrapé une grève qui était partie sans eux, en ont pris la tête, et ont rendu l'extension de la lutte stérile. En paralysant l'ensemble des transports, ils ont bloqué les grévistes chez eux, empêché toute rencontre, gêné la tenue d'assemblées générales. En résumé, ils ont empêché le sang de circuler entre tous les secteurs en grève. Privée de ce qui fait sa vie, la grève devient apathique, décevante, et s'épuise en mille ruisseaux et efforts vains.

Dans d'autres cas, comme dans les tris postaux en France, les syndicats favorisent les assemblées générales, mais localement, atelier par atelier et épuisent la combativité dans des actions qui paraissent "radicales": grèves illimitées, occupations sauvages "par la force s'il le faut", mais qui sont locales et ponctuelles et ne débouchent sur rien, aboutissant au même sentiment d'impuissance que dans le cas précédent.

Dans tous les cas, le travail des syndicats consiste surtout à séparer deux aspects indissociables des luttes: la nécessité d'étendre les mouvements, dans une situation où tous les secteurs sont touchés, et la nécessité que les grévistes prennent en main leurs affaires au travers des assemblées générales, établissant des contacts et clarifiant leurs perspectives.

Pour être puissante, pour contraindre la bourgeoisie et son Etat à reculer, la lutte des ouvriers doit être la plus large possible:

EXTENSION DES COMBATS DES QU'UNE GREVE COMMENCE,
ENVOI DE DELEGATIONS MASSIVES AUX AUTRES ENTREPRISES, DANS LES AUTRES VILLES.

Cette lutte, cette extension n'ont de sens que si elles sont prises en charge par l'ENSEMBLE des travailleurs:

-ASSEMBLEES GENERALES SOUVERAINES
-COMITES DE GREVE ELUS ET REVOCABLES PAR CELLE-CI
-COORDINATION DES COMBATS PAR DES COMITES DE DELEGUES DES ENTREPRISES EN GREVE.

guerre ou révolution

Les ravages économiques de cette société en décomposition sévissent partout. Les licenciements s'accumulent, les investissements chutent. Par contre, l'armement et la production d'engins complètement déments s'approprient de plus en plus l'essentiel des richesses. Partout les tensions militaires s'aiguisent féroce.

L'histoire s'accroît. Seule la lutte contre les conséquences de la crise économique lie les mains de la bourgeoisie dans sa course de plus en plus rapide vers la guerre. Mais cette lutte ne fait pas que cela.

Dans cette lutte, se développe une autre perspective, une autre alternative, celle d'un monde débarrassé des frontières, de l'exploitation de l'homme par l'homme, celle d'un monde qui par une juste utilisation des capacités productives de l'humanité débarrasse celle-ci de la misère et de la nécessité.

REVOLUTION INTERNATIONALE,
Section en France
du Courant Communiste International
Octobre 1983

REUNIONS PUBLIQUES

Sur le thème:
LES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES
FACE A L'ACCELERATION DE L'HISTOIRE.
(voir dates et lieux page 7)

Plus que jamais, dans la situation actuelle, les révolutionnaires se doivent dans leur propagande de contrer l'intoxication idéologique bourgeoise et d'aider leur classe à développer des perspectives claires et concrètes à sa lutte. Dans ce contexte, tous les groupes du milieu révolutionnaire ont le devoir d'œuvrer à l'approfondissement politique nécessaire à mener, dans la presse, dans les débats et polémiques PUBLIQUES. Il est temps de briser consciemment le sectarisme et le particularisme de groupe qui ne fait qu'entraver et retarder la prise de conscience politique de notre classe à un moment où cela s'avère décisif pour le mouvement à venir. En ce sens, nous invitons cordialement tous les groupes révolutionnaires à marquer de leur présence politique notre prochaine réunion publique.

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions:

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes:

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative: socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde: ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationale"

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.